

PARTENARIAT TRANSATLANTIQUE ET PROCHE-ORIENT : UN DESTIN COMMUN ?



Pierre HILLARD

Professeur de relations internationales à l'Ecole Supérieure du Commerce Extérieur de Paris (ESCE).

DEPUIS LA FIN DE LA GUERRE FROIDE, la construction européenne s'est accélérée. Cependant, celle-ci n'est pas une finalité. Elle doit s'insérer dans un vaste bloc atlantique intégrant le continent nord américain. De nombreux travaux ont été élaborés afin de renforcer les liens de part et d'autre des rives de l'Atlantique. L'ensemble doit aboutir, en théorie pour 2015, à l'émergence d'une entité atlantique unifiée gérée par une assemblée commune. Cependant, cette construction ne s'arrête pas là. En effet, il s'agit aussi d'intégrer à cet axe tous les pays Sud-méditerranéens ainsi que les pays du Proche-Orient. Ces ambitions reposent sur un ensemble de mesures élaborées au sein de nombreux think tanks européens et américains. Cette architecture en formation ouvre des perspectives immenses qui, si elles aboutissent, révolutionneront l'histoire de l'humanité. C'est pourquoi, nous étudierons dans un premier temps la mise en forme de ce partenariat transatlantique pour, ensuite, analyser son extension en faveur de tout le pourtour méditerranéen.

Vers la création d'un bloc atlantique

De part et d'autre de l'Atlantique, il se met en place deux piliers appelés à se confondre : l'Union européenne et la Communauté Nord-américaine.

a - La formation des blocs européen et Nord-américain

Si rien ne vient entraver le développement de l'Union européenne comme par exemple une crise de l'euro, celle-ci est destinée à constituer un pôle politico-

économique doté de prérogatives variées : communautarisation de tous les secteurs politiques majeurs, parlementarisation complète, propres ressources financières, etc. Ces divers éléments ne sont qu'une strate de cette construction entamée depuis la signature du Traité de Rome en 1957. En effet, les soubassements mis en place progressivement consistent à enraciner des principes fédéralo-ethno-régionalistes permettant de déstructurer puis de restructurer le « corps européen » : la régionalisation (chartes de l'autonomie locale et régionale), la coopération transfrontalière, la charte des langues régionales ou minoritaires, la convention-cadre pour la protection des minorités, l'aménagement du territoire (charte de Torremolinos), le code civil européen Ces textes germano-européens sont indispensables pour permettre tous les remaniements territoriaux afin de créer des blocs politico-économiques rentables, appelés eurorégions, regroupant diverses régions extraites du cadre étatique et permettant ainsi de les intégrer au grand courant de la mondialisation. Cependant, la réussite complète de l'entreprise ne peut être totale qu'en la coiffant d'une constitution européenne. Les refus français et hollandais se doivent d'être surmontés pour les tenants du Nouvel Ordre Européen. Ainsi, un rapport¹, rédigé le 16 décembre 2005 par l'Anglais Andrew Duff (Groupe Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe) et l'Autrichien Johannes Voggenhuber (Verts/Alliance Libre Européenne), souligne tout en regrettant le vote négatif franco-hollandais, mais insistant sur le nécessaire respect à avoir à l'égard de ceux qui s'y sont opposés, qu'il s'avère absolument nécessaire de voir aboutir cette constitution dans les termes suivants : « (...) *demande qu'en tout état de cause, tous les efforts soient accomplis pour garantir que la constitution entrera en vigueur en 2009* »². Ce document a été adopté par le Parlement européen, en janvier 2006, avec 385 voix pour, 125 contre et 51 abstentions³. Cependant, le rejet du Traité de Lisbonne par les Irlandais, le 12 juin 2008, a bloqué le projet européen. La Commission européenne tente de contourner ce vote négatif en encourageant le gouvernement irlandais à relancer l'idée d'un nouveau référendum quitte à accorder quelques dérogations à Dublin.

L'alter ego européen prend lui aussi forme en la personne de la Communauté Nord-américaine⁴. Lancé en mars 2005 par le président Bush, le premier ministre canadien Paul Martin et le président mexicain Vicente Fox, cet immense projet élaboré au sein du *Council on Foreign Relations* (CFR), le Conseil canadien des chefs d'entreprise (CCCE) et le *Consejo Mexicano de Asuntos Internacionales* (COMEXI, organisation multidisciplinaire soutenue par les entreprises) consiste comme l'écrit Richard N. Haass, président du CFR, à aboutir à la situation suivante : « *Le groupe*

de travail offre une série de propositions détaillées et ambitieuses qui s'ajoutent aux recommandations adoptées par les trois gouvernements lors du sommet au Texas en mars 2005. La recommandation principale du groupe de travail est d'établir d'ici 2010 une communauté économique et sécuritaire en Amérique du Nord, dont les limites seraient définies par un tarif douanier commun et un périmètre de sécurité externe »⁵. Comme le rappellent les différents concepteurs, l'ALENA (Accord de Libre-Echange Nord-Américain), entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994, a permis de constituer la première ébauche d'entité économique unifiée. Désormais, dans le cadre d'un mondialisme cherchant à permettre l'émergence de vastes entités continentales unifiées, plus exactement standardisées, il s'agit de passer à la vitesse supérieure. Après l'adoption en mars 2005 par les dirigeants des trois pays d'un Partenariat Nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP, *Security and Prosperity Partnership of North America*, SPP)⁶, les auteurs de ce rapport passent en revue les trois points essentiels à régler : « *Les menaces communes envers notre sécurité, les défis communs contre notre croissance et notre développement économiques et le défi commun que représente le niveau inégal de développement économique* »⁷. En guise de conclusion, il est clairement spécifié que : « *Les défis mondiaux, auxquels l'Amérique du Nord est confrontée, ne peuvent être relevés unilatéralement ni même bilatéralement, non plus qu'à travers les modèles existants de coopération. Ils demandent une coopération approfondie basée sur le principe énoncé conjointement en mars 2005 par le Canada, le Mexique et les Etats-Unis, selon lequel notre sécurité et notre prospérité sont mutuellement dépendantes et complémentaires. L'établissement, d'ici 2010, d'une communauté économique et de sécurité pour l'Amérique du Nord, est un objectif ambitieux mais réalisable, qui est en harmonie avec ce principe (...)* »⁸. Enfin, le projet consiste à favoriser, dans l'esprit de ses promoteurs, une monnaie unique pour l'ensemble de la Communauté nord-américaine. Remplaçant le dollar américain, le dollar canadien et le peso mexicain, Robert A. Pastor, vice-président du groupe de travail élaborant les structures de cette communauté au sein du CFR, suggère l'instauration de l'amero⁹ qui serait à ce bloc géo-économique nord-américain ce que l'euro est à l'Union européenne. En plus de l'unité monétaire, il s'ensuivrait la création d'une « super Fed », une Banque centrale nord-américaine (*North American Central Bank*), sœur jumelle de la Banque centrale européenne (la BCE)¹⁰ à Francfort. La crise financière et monétaire avec ses implications économiques et sociales depuis août 2007 est un excellent levier permettant de passer à la vitesse supérieure, c'est-à-dire l'instauration d'un nouvel ordre mondial, en raison de l'affolement des populations prêtes à accepter n'importe quelle solution pour s'en sortir.

b - Une union atlantique en voie de création

Les liens politico-économiques n'ont fait que croître de part et d'autre de l'Atlantique depuis la Seconde guerre mondiale. La chute du mur de Berlin a été un accélérateur du processus. Comme le rappelle Werner Weidenfeld, haut dirigeant de deux grands think tanks allemands, la Fondation Bertelsmann et le *Centrum für angewandte Politikforschung* (CAP) : « *Les données économiques parlent d'elles-mêmes. Plus de 50% des revenus des compagnies américaines dérivent du marché européen. L'Europe reste le partenaire le plus important du monde américain des affaires. Les entreprises européennes assurent plus de un million d'emplois rien que pour la seule Californie. Les investissements européens au Texas dépassent l'ensemble des investissements américains au Japon. Des deux côtés de l'Atlantique, plus de 12,5 millions de personnes vivent des liens économiques transatlantiques* »¹¹. Les travaux émanant de ces think tanks évoquent même l'idée de créer entre les Etats-Unis et l'Union européenne un véritable G-2¹². Même si la coopération étroite entre dirigeants américains et allemands a abouti, en juillet 2003, à la définition d'une politique intitulée : « *USA-UE : recommandations stratégiques pour une nouvelle alliance globale* », de nombreux éléments ont préalablement balisé le chemin. En effet, dès 1990, une « *Déclaration transatlantique* »¹³ est élaborée entre les Etats-Unis et la Communauté européenne (ancienne UE) stipulant la nécessité économique et politique de renforcer les liens. Ces derniers sont passés à la vitesse supérieure par la mise en forme du *New Transatlantic Agenda* (NTA) de décembre 1995¹⁴ accompagnés d'un *Joint EU-US Action Plan* s'appliquant à 150 domaines spécifiques¹⁵. Cependant, ces avancées n'ont été possibles qu'en raison de l'action décisive d'un institut : le *Transatlantic Policy Network* (TPN). Fondé en 1992 et réunissant des parlementaires européens et des représentants du Congrès des Etats-Unis, il est soutenu par de nombreux think tanks comme le CFR, le *German Marshall Fund* ou la *Brookings Institution* et il est alimenté financièrement par des multinationales américaines et européennes comme Boeing, IBM, Microsoft, DaimlerChrysler, Pechiney, Michelin, Siemens, BASF, Deutsche Bank, Bertelsmann ...¹⁶. Comme le stipulent les textes officiels : « *Le TPN a été créé afin de promouvoir un partenariat stable et fort entre les Etats-Unis et l'Europe pour influencer tout élément prioritaire et toute forme de développement. C'est un réseau transatlantique de réseaux dont les membres sont un mélange unique du monde des affaires, de la politique et du secteur universitaire* »¹⁷. C'est en raison de son poids et de son influence décisive que le lancement en 1995 du NTA doit largement son existence à un rapport du TPN : *A European Strategy to the US*¹⁸. Continuant sur leur lancée, les autorités de Bruxelles et de Washington ont élaboré

le *Transatlantic Economic Partnership* (TEP)¹⁹, en mai 1998, lors du sommet de Londres afin de faciliter des actions communes dans les domaines de l'investissement et du commerce. En tout cas, la Commission européenne, sous la houlette de José-Manuel Barroso, continue dans la même voie. Le discours à la *School of Advanced International Studies* (SAIS), le 18 octobre 2005, a été propice au lancement solennel d'une « *Déclaration d'interdépendance* »²⁰ où José Barroso s'est plu à rappeler le discours prophétique de John Kennedy du 4 juillet 1962, mais aussi à rendre hommage aux travaux conjoints entre les think tanks euro-américains appelant à l'établissement d'un marché transatlantique sans entraves. Leurs travaux ont abouti, sous la direction de Daniel S. Hamilton et de Joseph P. Quinlan, à un livre intitulé *Deep integration*²¹, ouvrage loué par le Président de la Commission.

La convergence de vue est complète entre l'UE et les Etats-Unis. Avant même le discours de José-Manuel Barroso, la Commission européenne a donné le ton dans un document, en mai 2005, dont le titre résume tout : « *Un partenariat UE/Etats-Unis renforcé et un marché plus ouvert pour le 21^e siècle* »²². Il s'agit de concert avec le partenaire américain d'aboutir à « *la réglementation d'un marché transatlantique, à la dynamique de la connaissance et de l'innovation, à un contrôle des frontières plus pertinent et plus fiable pour des échanges et des investissements plus rapides (...) et à la création d'une Assemblée transatlantique* »²³. L'action de la Commission s'est traduite par l'élaboration d'un rapport sous la direction de la députée socialiste allemande Erika Mann au Parlement européen²⁴ qui, rappelant l'imbrication croissante entre les économies américaine et européenne, appelle à « *l'instauration d'un marché transatlantique sans entraves d'ici 2015, cet objectif devant être atteint dès 2010 en ce qui concerne les services financiers et les marchés de capitaux* »²⁵. En fait, ces directives ne sont que l'application au mot près du rapport du TPN, intitulé *A strategy to strengthen transatlantic partnership* du 4 décembre 2003 qui, dans les domaines économiques, militaires, politiques et institutionnels, appelle à la réalisation complète d'un bloc euro-atlantique pour 2015²⁶. Ces affirmations ont d'autant plus de poids que la députée allemande Erika Mann est à la tête de la direction européenne du TPN²⁷. L'imbrication des politiques américaine et européenne avec les think tanks et le monde des affaires est totale²⁸. Cependant, pour parachever ce bloc euro-atlantique et améliorer son efficacité, il s'avère nécessaire de créer une entité politique commune gérant les deux piliers euro-américains. C'est tout l'enjeu de l'Assemblée transatlantique.

Les contacts entre les représentants politiques du Parlement européen et du Congrès des Etats-Unis sont anciens. Dès 1954, une représentation européenne était

présente à Washington grâce à l'appui de Jean Monnet. En revanche, ce n'est qu'à partir de 1961 qu'une représentation américaine s'établit à Bruxelles²⁹. Les relations s'intensifièrent avec la première visite d'une délégation du Congrès des Etats-Unis en 1972 au Parlement européen³⁰. Cependant, il a fallu attendre la 50^e réunion interparlementaire réunissant les deux délégations, les 15 et 16 janvier 1999, pour décider du lancement du *Transatlantic Legislators' Dialogue* (TLD) qui, en 2006, est co-dirigé par le congressiste américain Jonathan Evans et le député allemand Elmar Brok, président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen³¹. Ce député allemand a plusieurs casquettes puisqu'il est [l'ancien vice-président de Bertelsmann³², mais aussi le vice-président du très influent TPN en contact direct avec Erika Mann³³. Une telle collusion explique qu'Elmar Brok soit l'auteur d'un rapport lançant le principe d'une Assemblée transatlantique³⁴. Comme l'affirme clairement son auteur : « (...) *Aucun résultat durable ne peut être obtenu sans des institutions prêtes à aller de l'avant ; souligne par conséquent l'importance d'un cadre institutionnel stable assurant une coordination et une consultation régulières à haut niveau ; réaffirme par conséquent qu'il est nécessaire de renforcer la dimension parlementaire du partenariat transatlantique en transformant le Dialogue transatlantique des législateurs (Transatlantic Legislators' Dialogue) en une assemblée transatlantique qui puisse organiser des sommets des législateurs avant les sommets Union européenne-Etats-Unis (...)* »³⁵. En fait, ce rapport n'est que la continuité logique de deux résolutions votées par le Parlement européen, les 13 janvier et 9 juin 2005, et du rapport de la Commission européenne du 18 mai 2005 appelant à l'instauration d'une Assemblée transatlantique³⁶. La naissance de ce bloc ne s'arrête pas à la constitution d'un axe euro-atlantique. En effet, la finalité consiste à intégrer les pays du Sud de la Méditerranée et du Proche-Orient à cet axe. Le rôle de la Fondation Bertelsmann, think tank au service de la politique allemande, est absolument incontournable afin de comprendre les enjeux de ce début XXI^e siècle.

Le « Dialogue germano-juif » et le monde arabe dans le cadre transatlantique

En raison du génocide perpétré par le régime nazi à l'égard du peuple d'Israël, l'Allemagne entretient avec Tel-Aviv des relations particulières. Comme le rappelle la Fondation Bertelsmann : « *Dans les relations entre Israël et l'Allemagne, entre les Juifs et les Allemands, rien n'est simple. Chaque geste et toute démarche politique entre les deux nations et ces deux peuples ressemblent à des contacts faits de prudence. Celles-ci sont suivies avec intérêt par les communautés juives mais aussi par tous les gouvernements dans le monde* »³⁷.

Par conséquent, nous étudierons plus précisément la politique de la Fondation à l'égard d'Israël en liaison avec le monde arabe. Cette politique est essentielle à cerner car elle concerne par ricochet tous les Etats européens en relation avec le monde Nord-américain.

a) Des échanges multiples en faveur de l'interdépendance

Ce travail d'interpénétration a commencé très tôt au niveau national et international dès la création de la Fondation³⁸. En effet, sous l'impulsion de Reinhard Mohn après une visite à l'université hébraïque de Jérusalem en 1979, Bertelsmann s'est engagé dans une coopération avec Israël. Cet engagement qui n'était guère facile du fait des crimes de l'Allemagne nationale-socialiste n'a pas empêché son président de lancer des initiatives dans les écoles et les universités israéliennes permettant le renforcement des liens entre l'Etat hébreu et l'Allemagne. Ces liens ont permis de poser les jalons permettant un dialogue politique, économique, journalistique et culturel entre ces deux mondes. Cette coopération étroite a permis en liaison avec la *Jerusalem Foundation*³⁹ de promouvoir depuis 1988 l'*Adam Institute for Democracy and Peace*⁴⁰. Ce dernier met en place divers programmes réunissant des Juifs et des Arabes afin de favoriser par un travail éducatif la démocratie, la paix et des propositions de résolutions afin de régler les tensions entre les deux communautés. Cet engagement de la Fondation Bertelsmann s'est poursuivie aussi par la création d'une école de journalisme : « l'Ecole Koteret » (*Koteret School of Journalism and Communication*) sous l'impulsion de Reinhard Mohn et de Dov Judkovsky, rédacteur en chef du « Yedioth Aharonot »⁴¹.

En premier lieu, c'est dans le domaine du journalisme que l'action de la Fondation Bertelsmann se fait sentir. Depuis son lancement en 1989 et son ouverture le 21 mars 1991, l'école de journalisme « Koteret » à Tel-Aviv s'active pour former des journalistes en alliant cours théoriques et pratiques sur le terrain. Après l'obtention d'un diplôme universitaire et de journalisme, les élus poursuivent leur formation sur une durée de deux à trois ans à la radio comme à la télévision. Ces activités sont renforcées par une coopération directe entre « l'Ecole Koteret », l'université de Tel-Aviv et l'*Open University*. Or cette politique est particulièrement encouragée par la Fondation Bertelsmann qui finance les secteurs de la formation mais aussi du *management*. Cette action se prolonge par un soutien réciproque et des échanges entre l'école Koteret⁴² et l'école de journalisme de Hambourg, la « *Henri-Nannen* »⁴³. Fondée en 1979 et portant depuis 1983 le nom du fondateur allemand du « Stern », le journaliste Henri Nannen, cette école est soutenue par

une des branches de l'entreprise Bertelsmann, Gruner + Jahr, mais aussi par le journal « *Die Zeit* ». Ainsi, il se crée tout naturellement des liens humains mais aussi professionnels au sein des relations judéo-allemandes, en particulier sur un point essentiel du monde moderne : l'information. Les réussites de Bertelsmann dans la promotion de cette école ou encore dans son engagement en faveur de la cause israélienne ont été récompensées par l'octroi du titre de « Docteur honoris causa » à Liz Mohn, le 21 mai 2006, des mains du président de l'université de Tel-Aviv, Itamar Rabinovich⁴⁴.

Par ailleurs, ces échanges sont renforcés aussi par un programme initié par la Fondation Bertelsmann : « les échanges de jeunes leaders germano-israéliens » (*Deutsch-Israelischer Young Leaders Austausch*)⁴⁵. Lancé en 1998, les caractéristiques principales de ce programme appliqué à de jeunes cadres supérieurs s'articulent autour des points suivants :

« Chaque programme possède sa propre thématique ;

Les personnes recherchées sont de jeunes leaders se caractérisant par de fortes potentialités ;

En dehors d'informations générales sur l'Allemagne et l'Europe (culture, politique, économie), des rencontres ont lieu avec d'importantes personnalités selon des thèmes précis ce qui permet d'orienter les besoins professionnels des personnes choisies ;

Le passé de la shoah est présent en arrière-fond lors de ces rencontres. Cependant, le propre des thèmes est d'être tourné vers l'avenir ;

A côté d'échanges d'informations par des intervenants de haut rang, des visites sur les lieux, etc., c'est la formation d'un réseau sur la base de relations personnelles qui est au premier rang »⁴⁶.

L'organisation générale de ces rencontres est planifiée par la Fondation Bertelsmann qui a la haute main pour sélectionner les intervenants. Sur le long terme, l'intensification des rencontres parmi ces jeunes cadres supérieurs permet la création d'un réseau économique pour le plus grand bénéfice de Berlin et de Tel-Aviv. Ces échanges peuvent prendre des tournures très diverses. Ainsi, durant l'été 2008, la Fondation Bertelsmann et l'Institut Goethe organisèrent une croisière à voile sur la mer Baltique réunissant de jeunes Allemands et de jeunes Israéliens. Cette croisière bénéficia de la visite et du soutien du ministre des Affaires étrangères allemand Frank-Walter Steinmeier⁴⁷. A la longue, une telle politique porte ses fruits dans l'image qu'ont les Israéliens et les Juifs américains des Allemands. Ainsi, une étude de la Fondation Bertelsmann souligne avec satisfaction que les Israéliens ont

une opinion positive de l'Allemagne passée de 48% à 57% depuis 1991. Les Juifs américains sont 56% tandis que 14% ont une très bonne opinion. Seuls 9% des Israéliens n'accordent pas leur confiance à l'Allemagne. Ils étaient 22% en 1991⁴⁸.

Enfin, nous pouvons relever le troisième grand point : « Le dialogue germano-juif 1992-2002 » (*Deutsch-jüdischer Dialog 1992-2002*)⁴⁹. A l'origine, c'est Lord George Weidenfeld of Chelsea, éditeur et mécène britannique, qui est à l'origine des nombreux colloques amorcés en 1992 en liaison et avec l'appui de la Fondation Bertelsmann. Comme il le rappelait lui-même lors du dixième anniversaire du « Dialogue germano-juif » : « *En tant qu'émigrant qui a été obligé de fuir l'Autriche, j'ai toute ma vie durant soutenu la cause juive et l'Etat d'Israël. Cependant, je n'ai jamais rompu les liens en raison de mon attachement à la culture allemande. Au contraire, durant mon service militaire comme plus tard au cours de ma carrière professionnelle, j'ai maintenu des contacts étroits. Cela m'a donné la possibilité d'observer la transformation de la société allemande après la guerre et la naissance d'une démocratie efficace qui n'a pas à craindre la comparaison en Europe. Fort de cet arrière-fond, j'en suis arrivé à la conclusion qu'une Allemagne unie pouvait contribuer d'une manière décisive à la promotion des droits de l'homme en Europe et au développement ainsi qu'à la sécurité de l'Etat d'Israël, eu égard au rôle qu'elle joue déjà en Europe. Ainsi, l'Allemagne peut fortement contribuer au renforcement des relations entre l'Union européenne et Israël du point de vue politique comme économique. A cela s'ajoute qu'une nouvelle génération d'Allemands développe un intérêt actif au passé des Juifs et prend conscience de la grande contribution juive à la culture allemande depuis l'ère des Lumières jusqu'à la fin de la République de Weimar (...)* »⁵⁰.

Ces affirmations de Lord Weidenfeld s'expliquent en raison d'un phénomène récent en Allemagne, l'augmentation de sa population juive. En effet, au lendemain des crimes du national-socialisme, on dénombrait en Allemagne de l'Ouest environ 15 000 juifs alors qu'ils étaient environ 600 000 en 1933. Cette petite communauté n'a véritablement progressé qu'à partir des années 1990 avec l'arrivée des Juifs d'Europe centrale et de Russie. Au début des années 2000, on dénombre plus de 100 000 Juifs en Allemagne. On assiste donc à une renaissance progressive d'un foyer juif qui avant le nazisme influençait fortement dans des domaines aussi variés que la musique, les sciences ou la politique⁵¹. Le retour d'un foyer juif en Allemagne et la possibilité pour l'ensemble de la communauté de vivre dans une Europe unifiée en liaison avec d'autres communautés sont source de discussion au sein du « Dialogue germano-juif ». En effet, Werner Weidenfeld et Lord Weidenfeld ont rappelé la nécessité de favoriser la naissance d'un « troisième pilier » juif (*dritte*

Saïle)⁵² en Europe en liaison avec les deux autres piliers : les judaïsmes américain et israélien⁵³. Cette ambition ouvre des perspectives très vastes, notamment en matière géopolitique. En effet, l'instauration d'une triade juive réunie sur trois continents oblige aussi à la mise en forme d'une organisation politique, économique et militaire cohérente et l'élaboration d'une tournure d'esprit commune en harmonie sur les continents américain, européen et au Proche-Orient. On comprend donc mieux l'intérêt du « Dialogue germano-juif » d'attirer des sommités issues de secteurs variés (politiques, économiques, culturels, religieux, ...) et de lieux géographiques divers afin de permettre l'ébauche d'un code de conduite évitant que les structures nouvelles de cette vaste architecture ne s'entrechoquent⁵⁴.

Depuis 1992, plus de 400 participants⁵⁵ ont été conviés lors des rencontres du « Dialogue germano-juif ». Les activités diverses des intervenants et les possibilités d'échanges autorisent l'élaboration d'une politique qui ne peut aboutir qu'à la condition de créer les structures permettant la pacification du Proche-Orient. Il est donc logique que la Fondation Bertelsmann prolonge ce « Dialogue germano-juif » par une politique ciblée à l'égard des voisins d'Israël. C'est tout l'enjeu des « Discussions de Kronberg ».

b) Les discussions de Kronberg (*Kronberger Gespräche*)

La Fondation Bertelsmann organise régulièrement depuis 1995 des réunions avec de nombreux experts traitant des problèmes et des perspectives d'avenir de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient dans le cadre des « Discussion de Kronberg » en liaison avec un autre *think tank* dirigé par Werner Weidenfeld : le *Centrum für angewandte Politikforschung*⁵⁶. Cette politique est d'une grande importance car elle se retrouve dans ses grands traits avec le Processus de Barcelone (processus lancé en 1995 visant à l'instauration d'un marché de libre-échange en 2010) en liaison avec la Politique Européenne de Voisinage (la PEV)⁵⁷ pilotée par la Commission européenne. Ces divers documents passent en revue les différents sujets permettant d'intégrer dans les domaines politiques, économiques, éducatifs, énergétiques tous les pays situés au voisinage oriental et Sud méditerranéen de l'Union européenne. Les projets développés par le président Sarkozy avec le soutien sérieux d'Henri Guaino d'une politique approfondie à l'égard du monde méditerranéen ne diffèrent pas des propositions de la Fondation Bertelsmann. Qui plus est la réintégration prévue de la France dans l'OTAN suite aux volontés de Nicolas Sarkozy renforce encore plus cette politique à l'égard des pays Sud-méditerranéens. En effet, une véritable osmose des projets de tous les pays de l'Union européenne et de tous les Etats membres

de l'OTAN favorise une unité de vue et d'action du bloc atlantique. Nous assistons à une forme d'*Otanschluss*. En fait, l'idée du conseiller Henri Guaino était de mettre en forme une zone d'influence française dégagée de la mainmise de la Commission européenne et indirectement de l'Allemagne. La France aurait disposée ainsi d'une arrière-cour qui aurait fait un contrepoids politique, économique et culturel à la zone d'influence de Berlin en Europe centrale. La chancelière Angela Merkel et ses conseillers ne pouvaient pas le tolérer. Cependant, avant d'arriver à cette opposition déclarée, plusieurs étapes ont été nécessaires avant d'aboutir à une mise au point nette et sans bavures de la part de l'Allemagne.

Le véritable tournant de l'après 11 septembre eut lieu lors de la 40^e Conférence de Munich sur la politique de sécurité sous l'égide de l'OTAN le 7 février 2004. Joschka Fischer, ministre des Affaires étrangères du gouvernement Schröder (1998-2005), a présenté un véritable plan engageant l'avenir de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient. Rappelant que les Etats-Unis et l'Union européenne devaient adopter des stratégies communes et complémentaires pour affronter les problèmes dans toute cette zone géographique, le ministre allemand a dégagé les points suivants : « *Une initiative en deux temps s'offre à nous, puisque tant l'OTAN que l'Union européenne disposent déjà de coopération dans la région méditerranéenne. Une première étape consisterait donc à lancer un processus méditerranéen commun de l'OTAN et de l'Union européenne. Une deuxième étape pourrait être ensuite une « déclaration pour un avenir commun » qui porte sur toute la région du Proche et Moyen-Orient* »⁵⁸.

A partir de ces deux points, J. Fischer passe en revue la politique à suivre. La première étape est méditerranéenne. Elle consiste dans le cadre du « Processus de Barcelone » initié en 1995 à associer cette politique européenne à celle de l'OTAN. Il ne s'agit pas de fusionner ces deux politiques mais à faire en sorte qu'elles se complètent. Ces priorités sont au nombre de quatre : Une coopération politique et un partenariat sécuritaire étroits ; un nouveau partenariat économique autour de la Méditerranée avec l'ambition de créer pour 2010 une zone de libre-échange ; un partenariat en matière judiciaire et culturelle ; enfin, renforcer et associer les sociétés civiles ainsi que le secteur des ONG.

La deuxième étape co-dirigée par les Etats-Unis et l'Union européenne, intitulée « Déclaration pour un avenir commun », consiste à associer, outre les pays du processus méditerranéen, les pays de la Ligue arabe et même l'Iran⁵⁹. Tous ces pays doivent pour le ministre allemand s'engager à respecter les points suivants : Proclamer leur attachement à la démocratie, aux principes de l'Etat de droit, des

droits de l'homme et à l'égalité homme/femme ; favoriser des réformes politiques, économiques et sociales ; enfin, s'engager à améliorer le savoir et l'éducation des hommes et des femmes.

En résumé, l'ensemble de ce programme consiste à intégrer le monde musulman dans des concepts propres à la pensée occidentale, plus exactement à l'esprit des Lumières. En fait, il s'agit d'un programme révolutionnaire consistant à modifier profondément l'état d'esprit de ces populations afin de les rendre plus assimilables aux concepts du libre-échange et à sa philosophie, l'esprit mondialiste. Finalement, l'esprit qui anime ces mesures soutenues à Munich est une version actualisée de « Vatican II » appliquée cette fois-ci à l'Islam. Tout ce programme est en réalité le fruit d'un travail de réflexion de la Fondation Bertelsmann et de sa sœur jumelle le CAP. En effet, les points clefs présentés par Joschka Fischer ont été pour l'essentiel rédigés par cette Fondation lors des « Discussions de Kronberg » en janvier 2002⁶⁰.

Nous pouvons dégager les points essentiels de ce rapport qui ont formaté le discours de Joschka Fischer. Dès le début, ce texte évoque l'idée que « *Pour l'Union européenne, la redéfinition de la politique étrangère américaine encourage de nouvelles formes de coopération transatlantique dans des secteurs où les intérêts convergent et coïncident* »⁶¹. Mais c'est surtout dans l'évocation de l'inadéquation des principes de l'Islam à l'évolution du monde moderne selon la Fondation que Bertelsmann se montre le plus explicite : « *Le renouveau culturel et religieux au Moyen-Orient et en Afrique du Nord est une réaction ou une manifestation à une crise structurelle profonde. La montée en puissance de la mondialisation, les formes transnationales de l'Islam politique représentées par Oussama ben Laden, le réseau Al Quäida et le phénomène des Arabes « afghans » d'une manière générale, sont en fait un tout. Tout ceci reflète l'échec d'une refonte institutionnelle et des structures sociales face à un environnement dynamique et en perpétuelle évolution. Le changement social rapide et une économie en déclin associés à des institutions autoritaires qui sont incapables d'affronter les défis constituent le terreau de l'Islam politique (...). Le processus de l'évolution sociale qui a été déclenché par la modernisation en liaison avec des valeurs modernes telles que le sécularisme et l'individualisme constitue un défi pour les religions traditionnelles. Les valeurs religieuses se sont radicalisées en termes idéologiques (...). Après que le nationalisme arabe a échoué à satisfaire les attentes populaires en matière de développement économique et social, l'Islam politique a pris sa place en tant que mouvement de large ampleur dans la plupart des pays de la région (...). Les changements sont dus à deux forces dynamiques : la croissance rapide de la population et la mondialisation de l'économie (...)* »⁶².

Ce point de départ souligné par la Fondation Bertelsmann se retrouve dans les propos de Joschka Fischer. D'ailleurs, ces « Discussions de Kronberg » présentent la nécessité de réussir une zone de libre-échange avec les pays méditerranéens et avec ceux du Conseil de coopération du Golfe⁶³ (Arabie Saoudite, Koweït, Emirat arabes unis, ..., sigle anglais : GCC)⁶⁴ au sein de laquelle les Européens et les Américains seraient associés⁶⁵. Mais comme le précisent les rédacteurs de la Fondation, l'essor économique ne peut se faire qu'en liaison avec un changement radical des valeurs politico-philosophiques de tous ces pays musulmans. L'essence même du discours de Joschka Fischer se retrouve dès 2002 dans les termes suivants : « *Le problème fondamental ne peut être réglé que par la mise en œuvre de moyens prudemment équilibrés aboutissant à un processus de double transformation qui est l'ouverture économique et simultanément la garantie d'un système politique graduellement réformé et octroyant de plus en plus de liberté (...). Afin de favoriser l'innovation et la compétitivité, il s'avère nécessaire d'avoir un environnement social et culturel qui encourage les peuples à renforcer leur désir de s'améliorer et à exploiter leur potentiel créatif. En ce qui concerne la connaissance et la technologie, la créativité et l'engagement, ces domaines ne peuvent pas être simplement apportés de l'étranger. Ils s'épanouissent au sein d'économies dotées de moyens sociaux, culturels et de fondations politiques (...)*⁶⁶.

Ces propos ont été constamment soutenus et développés par la Fondation Bertelsmann peu importe l'équipe gouvernementale au pouvoir à Berlin. Dans son rapport de 2005, elle rappelle la nécessité de laisser ces pays se transformer selon leurs spécificités politiques et culturelles en précisant toutefois que « *Les acteurs externes peuvent jouer un rôle central par l'élaboration de réformes progressives permettant d'appuyer les réformes internes en cours. C'est pourquoi, il est important que les partenaires transatlantiques développent une stratégie politique avec des buts bien définis à la fois en dialoguant avec les musulmans modérés mais aussi en cherchant à améliorer l'image des Etats-Unis et de l'Europe au Proche-Orient* »⁶⁷.

C'est dans ce contexte que Nicolas Sarkozy a émis l'idée de lancer une « Union de la Méditerranée » lors de la campagne présidentielle de 2007. Conseillé par Henri Guaino, il a voulu élaborer une politique à l'égard des pays du Sud échappant aux principes édictés par le Processus de Barcelone. Il est vrai que les résultats de ce dernier étaient particulièrement décevants. En fait, il s'agissait de mettre sur pied une zone d'influence française échappant à l'autorité politique de Bruxelles et de Berlin. La chancelière Angela Merkel a manifesté très rapidement sa désapprobation. Lors d'un discours prononcé le 5 décembre 2007 dans le cadre d'un « Convent pour l'Allemagne » (*Konvent für Deutschland*), elle n'a pas hésité à affirmer : « *Si par*

exemple, nous construisons une Union de la Méditerranée qui verrait uniquement la participation des Etats riverains de la Méditerranée disposant des instruments financiers de l'Union européenne, je le dis tout net ; d'autres diront : nous devons mettre sur pied une Union de l'Europe de l'Est avec, par exemple, l'Ukraine (...). Alors il se passera quelque chose que je tiens pour très dangereux. Il se pourrait que l'Allemagne se sente plus concernée de son côté par les pays d'Europe centrale et orientale tandis que la France, elle, se tourne du côté de la Méditerranée. Cela réveillerait des tensions à l'intérieur de l'Europe que je ne veux pas. C'est pourquoi, il faut être clair : la responsabilité à l'égard de la Méditerranée est aussi l'affaire d'un Européen du Nord au même titre que l'avenir des frontières de la Russie et de l'Ukraine est l'affaire de ceux originaires de la Méditerranée. Si nous n'arrivons pas à arrêter ce mouvement, alors l'Union européenne à mon sens retournerait à son stade primitif (...) »⁶⁸.

Ces propos ne sont que la suite logique de tous les travaux de la Fondation soulignant l'absolue nécessité de ne pas créer de blocs antagonistes au sein de l'UE. Lors des XI^e « Discussions de Kronberg » du 17 au 19 janvier 2008, et en présence du ministre des Affaires étrangères Franck-Walter Steinmeier, le président du comité directeur de la Fondation, Gunter Thielen, a réaffirmé avec force l'opposition de Bertelsmann aux projets de Nicolas Sarkozy à l'égard de sa politique méditerranéenne⁶⁹. Le 3 mars 2008, lors d'une réunion à Hanovre avec la chancelière Angela Merkel, le président français rend les armes. Désormais, seule compte la mainmise politique totale des autorités de Bruxelles. Le financement du projet méditerranéen remanié pour la forme est l'affaire des 27 Etats de l'Union européenne interdisant ainsi toute politique véritable d'émancipation à l'égard de la Commission et des très nombreux groupes de pression (*lobbies*), en particulier anglo-saxons. Dans cette affaire, l'Allemagne gardera la haute main d'autant plus qu'elle est le contributeur financier le plus important de l'UE. Le Processus de Barcelone est donc simplement prorogé avec quelques améliorations. Après cette remise sur les rails, les experts de Bertelsmann ont les coudées franches pour esquisser une politique d'envergure dans un rapport englobant tous les pays Sud-méditerranéens jusqu'à l'Azerbaïdjan. La nouvelle direction prise par l'Union de la Méditerranée désormais baptisée « Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée » doit fusionner, selon les experts de la Fondation, avec la politique européenne de voisinage afin d'atteindre une plus grande efficacité⁷⁰. Cependant, compte tenu de la diversité des peuples et des cultures dans tous ces territoires si éloignée de la pensée occidentale, sans oublier le cas iranien en butte à l'hostilité d'Israël et des atlantistes, la tâche sera particulièrement rude.

L'ampleur de cette politique engagée, d'un côté dans le renforcement des institutions euro-atlantiques et, de l'autre, à l'égard du monde musulman souligne les immenses ambitions animant les promoteurs de cette architecture. Cette politique a été officialisée par les dirigeants allemands et américains lors de la rencontre entre le chancelier Schröder et le président Bush, le 27 février 2004. Passée sous silence par la presse française, cette rencontre s'est concrétisée par l'élaboration d'un document intitulé : « Alliance germano-américaine pour le XXI^e siècle ». Outre le rappel à une union atlantique plus étroite, cet accord stipule en particulier : « *Dans cet esprit, nous nous engageons à ce que nos peuples poursuivent cet objectif ambitieux qui est enraciné par nos valeurs communes et nos expériences réciproques : la promotion de la paix, de la démocratie, de la dignité de l'homme, de l'état de droit, des perspectives économiques et de la sécurité au Proche et au Moyen-Orient (...). Nous devons construire un véritable partenariat qui relie l'Europe et l'Amérique aux États du Proche et Moyen-Orient (...)*⁷¹ ».

Cette politique de très grande envergure annonce des bouleversements profonds. En effet, l'intégration de ces différents milieux dans un seul et même monde oblige à une harmonisation des cultures et des modes de pensée. Comment réagiront les populations musulmanes si rebelles à juste titre au matérialisme et à l'hédonisme occidental ? En fait, de nombreux heurts sont à prévoir entre ces mondes si disparates. Ils sont annonciateurs de crises multiples voire même de guerres parce que les politiques développées au sein des think tanks atlantistes atteignent une démesure (*l'ubris*) qui ne peut aboutir qu'à l'échec. Ces ambitions démesurées obéissant à l'esprit du mondialisme dans le cadre d'un nouvel ordre mondial en formation annoncent bien des malheurs. Comme le disait avec justesse Goethe : « *Les esprits que j'ai réveillés ne veulent plus m'écouter* ».

Notes

1. Rapport sur la période de réflexion : la structure, les sujets et le cadre pour une évaluation du débat sur l'Union européenne (2005/2146(INI)), Commission des Affaires constitutionnelles, Co-rapporteurs : Andrew Duff et Johannes Voggenhuber. Final A6-0414/2005.
2. Rapport sur la période de réflexion : la structure, les sujets et le cadre pour une évaluation du débat sur l'Union européenne, *op.cit.*, p. 8.
3. http://www.europarl.europa.eu/news/expert/background_page/008-4356-019-01-03-901-20060113BKG04268-19-01-2006-2006-false/default_p001c003_fr.htm. Le 7 juin 2007, le Parlement européen a adopté une résolution appelant à « la poursuite du processus constitutionnel de l'Union », P6_TA-PROV(2007)0234, rapporteurs : Elmar Brok et

- Enrique Baron Crespo. Ce texte insiste sur la nécessité de préserver les principes de la Partie I du traité constitutionnel, la primauté du droit européen, la personnalité juridique ...
4. http://www.cfr.org/content/publications/attachments/NorthAmerica_TF_final_fr.pdf
 5. *Ibid.*, pp. 53-54.
 6. Voir le site : www.spp.gov
 7. *Ibid.*, pp. 61-63.
 8. *Ibid.*, p. 95.
 9. Le nom de cette nouvelle monnaie peut changer comme pour l'euro qui à l'origine devait s'appeler l'Ecu. Pour l'Union nord-américaine, certains évoquent un « dollar nord-américain » (*North american dollar*, NAD). La création de l'améro est aussi une tentative pour sauver le système monétaire américain en perdition.
 10. Robert A. PASTOR, *Toward a North American Community*, Washington, Institute for International Economics, août 2001, p. 111 et suivantes.
 11. *From alliance to coalitions – the future of transatlantic relations*, Gütersloh, Bertelsmann Foundation Publishers, 2004, p. 34.
 12. *Ibid.*, p. 14.
 13. http://ec.europa.eu/comm/external_relations/us/economic_partnership/declaration_1990.htm
 14. http://ec.europa.eu/comm/external_relations/us/new_transatlantic_agenda/index.htm
 15. http://ec.europa.eu/comm/external_relations/us/action_plan/index.htm
 16. <http://www.tpnonline.org/business.html>
 17. <http://www.tpnonline.org/opportunity.html>
 18. <http://www.tpnonline.org/achievements.html>
 19. http://ec.europa.eu/comm/external_relations/us/new_transatlantic_agenda/index.htm
 20. http://ec.europa.eu/comm/external_relations/news/barroso/sp05_622.htm
 21. *Deep integration, how transatlantic markets are leading globalization*, Published jointly by Center for Transatlantic Relations, John Hopkins University, Paul H. Nitze School of Advanced International Studies et Centre for European Policy Studies, 2005.
 22. Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Comité économique et social européen, *Un partenariat UE/Etats-Unis renforcé et un marché plus ouvert pour le 21^e siècle*, COM(2005) 196 final, Bruxelles, 18 mai 2005. Comme le souligne le rapport, le volume total des échanges UE-Etats-Unis de biens et de services atteint près de 600 milliards d'euros en 2003. Les investissements directs étrangers (IDE) représentent, en 2003, 1400 milliards d'euros d'investissements bilatéraux (766 milliards d'euros IDE européen aux Etats-Unis et 640 milliards d'euros d'IDE américain en Europe), p. 6.
 23. *Ibid.*, pp. 2-21.
 24. Rapport sur les relations économiques transatlantiques UE-Etats-Unis (2005/2082(INI)), Commission du commerce international, FINAL A6-0131/2006, rapporteur Erika Mann, 20 avril 2006.
 25. *Ibid.*, p. 7.
 26. <http://www.tpnonline.org/pdf/1203Outreach.pdf>
 27. <http://www.tpnonline.org/who.html>

28. Parmi les autres organismes euro-américains oeuvrant à l'unité atlantique, il faut relever le *Transatlantic Business Dialogue* (TABD). Lancé en 1995, il a pour objectif de renforcer les liens de la communauté d'affaires transatlantique (marché des capitaux, l'OMC, ...) avec Bruxelles et Washington. Le *Transatlantic Consumer Dialogue* (TACD), lancé en 1998, traite des thèmes de la propriété intellectuelle, du commerce électronique, ... Le *Transatlantic Environment Dialogue* (TAED) s'occupe de la biotechnologie ou encore des problèmes environnementaux. Enfin, le *Transatlantic Labour Dialogue* (TALD), lancé en 2001, traite de la coopération entre les milieux syndicalistes de part et d'autre de l'Atlantique.
29. http://ec.europa.eu/comm/external_relations/us/intro/index.htm
30. http://www.europarl.europa.eu/intcoop/tld/what_is/history_en.htm
31. http://www.europarl.europa.eu/intcoop/tld/steering_committee/members/default_en.htm
Depuis début 2007, le nouveau président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen est le Polonais Jacek Saryusz-Wolski.
32. <http://www.europarl.europa.eu/members/public/yourMep/view.do?name=Brok&partNumber=1&language=FR&id=1263>
33. <http://www.tpnonline.org/who.html>
34. Rapport sur l'amélioration des relations entre l'Union européenne et les Etats-Unis dans le cadre d'un accord de partenariat transatlantique (2005/2056(INI)), 8 mai 2006, Commission des Affaires étrangères, Final A6-0173/2006, rapporteur : Elmar Brok.
35. *Ibid.*, p. 13.
36. Résolution du Parlement européen sur les relations transatlantiques, 13 janvier 2005, P6_TA(2005)0007, Strasbourg ; résolution du Parlement européen (9 juin 2005) en vue de la réussite du sommet UE-Etats-Unis qui se tiendra le 20 juin 2005 à Washington DC, P6_TA(2005)0238, Strasbourg et Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Comité économique et social européen, *Un partenariat UE/Etats-Unis renforcé et un marché plus ouvert pour le 21^e siècle*, COM(2005) 196 final, Bruxelles, 18 mai 2005 (voir note 55). Par la suite, un autre texte intitulé « Résolution du Parlement européen sur l'amélioration des relations entre l'Union européenne et les Etats-Unis dans le cadre d'un accord de partenariat transatlantique » (2005/2056(INI)) a été adopté par le Parlement européen, le 1^{er} juin 2006, A6-0173/2006. Il récapitule les textes politico-économiques présentés ci-dessus.
37. *Ibid.*,
38. Une partie des travaux de la Fondation Bertelsmann peut être consultée à l'adresse suivante : http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/SID-0A00F0A-0D18D316/bst/hs.xml/2088_9614.htm
39. <http://www.jerusalemfoundation.org/> : La « Jerusalem Foundation », fondée par Teddy Kollek (1911-2007) premier maire de Jérusalem unifié depuis « la guerre des Six jours » en 1967, a permis le développement de l'urbanisme de cette ville et la préservation des sites historiques.
40. <http://www.adaminstitute.org.il/> : L' « Adam Institute », créé en 1986, doit son existence à Emil Greenzweig (1947-1983), Israélien partisan de la paix et qui fut tué lors d'une manifestation contre la guerre au Liban.

41. http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/SID-0A000F0A-99DDA9C8/bst/hs.xsl/2088_9623.htm
42. http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/SID-0A000F0A-2B386840/bst/hs.xsl/prj_7739_7747.htm
43. www.journalistenschule.de
44. http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/SID-0A000F0A-A1A08A4E/bst/hs.xsl/nachrichten_29233.htm
45. http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/SID-0A000F0A-71B57500/bst/hs.xsl/prj_6114_6122.htm
46. *Ibid.*,
47. http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/bst/hs.xsl/nachrichten_88631.htm
48. *Deutsche und Juden – Verbindende Vergangenheit, trennende Gegenwart?* Eine Studie der Bertelsmann Stiftung zum Deutschland-Bild unter Juden in Israel und den USA und zum Israel-Bild in Deutschland, Bertelsmann Stiftung, Gütersloh/Berlin, 12 février 2007.
49. *Deutsch-Jüdischer Dialog 1992-2002*, Verlag Bertelsmann Stiftung, 2002.
50. *Ibid.*, p. 9.
51. En dehors de grands noms comme Félix Mendelssohn dans le domaine musical ou encore Albert Einstein pour la physique, il faut rappeler le rôle essentiel du Juif allemand Hugo Preuss, l'un des inspirateurs du texte constitutionnel de la République de Weimar, qui prônait l'instauration d'un Etat centralisé et organisé en quatorze *Gauen* (équivalent des départements français) pour casser les particularismes provinciaux (*Gauen* : régions aux frontières artificielles que les nazis ont appliqué à partir de 1933 !). Nous retrouvons cette caractéristique des frontières régionales artificielles susceptibles d'être modifiées en permanence en fonction des intérêts mondialistes dans le cadre de la construction européenne.
52. *Deutsch-jüdischer Dialog 1992-2002*, op. cit, p. 9.
53. *Ibid.*, p. 5
54. C'est tout l'enjeu des travaux de la commission européenne à l'égard d'Israël dans sa « *Politique européenne de voisinage* ». Comme le rappelle le rapport : « *L'accord d'association UE-Israël, qui est entré en vigueur en juin 2000, constitue la base juridique sur laquelle reposent actuellement les relations entre l'Union européenne et l'Etat d'Israël. Cet accord, qui est bien plus qu'un accord de libre-échange, a permis de mettre en place une coopération et un dialogue permanents entre ces deux partis dans un grand nombre de domaines différents. L'accord prévoit la tenue d'une dialogue politique régulier à l'échelon des ministres et des hauts fonctionnaires ainsi qu'au niveau parlementaire, grâce à l'instauration de relations entre le Parlement européen et la Knesset (Parlement israélien)* » in *Document de travail des services de la Commission, Politique européenne de voisinage, Rapport sur Israël, COM (2004)373 final, Bruxelles, 12 mai 2004*, p. 3.
55. Sans tous les citer, nous pouvons relever les noms suivants : Sir Leon Brittan, ancien commissaire à la concurrence ; Bronislaw Geremek, ancien ministre des Affaires étrangères polonais ; Chaim Herzog, ancien président de l'Etat d'Israël ; Manfred Kanther, ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement Kohl ; Craig Kennedy, président du *German*

Marshall Fund of the United States ; Klaus Kinkel, ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement Kohl ; l'ancien chancelier Helmut Kohl ; l'ancien président de Pologne Aleksander Kwasniewski ; Pierre Lelouche, député français et ancien conseiller du président Jacques Chirac ; Alain Minc, conseiller d'entreprise et économiste ; Richard Perle, membre de l'*American Enterprise Institute* ; Johannes Rau, ancien président de la République fédérale d'Allemagne ; Wolfgang Schäuble, ministre de l'Intérieur du gouvernement d'Angela Merkel et ancien dirigeant de l'Association des régions frontalières européennes (l'ARFE) ; Otto Schilly, ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement de Gerhard Schröder ; l'ancien chancelier Gerhard Schröder ; Fritz Stern, professeur à l'Université de Columbia ; Horst Teltschik, conseiller de l'ancien chancelier Kohl et Président des Conférences sur la politique de sécurité de l'OTAN ; Günter Verheugen, commissaire à l'industrie de l'Union européenne ; Max Warburg, membre de la Banque Warburg ; ou encore Joschka Fischer, ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement Schröder. L'engagement de Joschka Fischer en faveur du judaïsme a été récompensé par le titre de « *Doctor honoris causa* » par l'université d'Haïfa en 2002, mais surtout par la plus haute distinction du Conseil central des Juifs d'Allemagne en mai 2005 : le prix Leo-Baeck (*Leo-Baeck Preis*). Leo Baeck (1873 – 1956) est un rabbin appartenant à la mouvance libérale du judaïsme. Sous le régime de Weimar, il fut en particulier le président de la section allemande des B'nai B'rith, organisation maçonnique n'accueillant que des Juifs en son sein. En 2007, c'est la chancelière Angela Merkel qui a reçu le Prix Leo Baeck en faveur de son combat contre l'antisémitisme et de son engagement à l'égard d'Israël : <http://www.bundesregierung.de/Content/DE/Artikel/2007/11/2007-11-06-merkel-leo-baeck-preis.html> Les anciens présidents d'Allemagne comme Richard von Weizsäcker et Roman Herzog ainsi que l'ancien chancelier Kohl ont reçu aussi ce Prix. D'autres responsables occidentaux ont été remerciés de leur engagement en faveur de la cause juive. Le 7 novembre 2007, le président Sarkozy a été récompensé par l'*American Jewish Committee* (« Comité juif américain ») en recevant le *Light Unto The Nations Award* : <http://www.ajc.org/site/apps/nlnet/content2.aspx?c=ijITI2PHKoG&b=849241&ct=4621991>, mais aussi le 22 septembre 2008, en recevant le Prix de la Fondation Elie Wiesel pour l'humanité in http://www.elysee.fr/documents/index.php?mode=view&lang=fr&cat_id=7&press_id=1825 et à l'instar de Margaret Thatcher et d'Angela Merkel, le Prix d'homme d'Etat de l'année, le 23 septembre 2008, des mains du rabbin Arthur Schneier in http://www.elysee.fr/documents/index.php?mode=view&lang=fr&cat_id=7&press_id=1830

56. Voir page 32.

57. La Commission européenne a rédigé trois rapports concernant la Politique Européenne de Voisinage : « L'Europe élargie – Voisinage : un nouveau cadre pour les relations avec nos voisins de l'Est et du Sud » (COM (2003)104 final, 11 mars 2003) ; « Jeter les bases d'un nouvel instrument de voisinage » (COM (2003)393 final, 1^{er} juillet 2003), texte qui définit les différents plans d'action en faveur des pays de l'Europe de l'Est et de la région méditerranéenne ; « Politique Européenne de Voisinage » (COM(2004)373 final, 12 mars 2004). Ces différents textes prônent une politique allant au-delà d'une coopération, c'est-à-dire impliquant une intégration économique et politique importante de ces pays Sud-

- méditerranéens à l'Union européenne. C'est le cas du Maroc qui, suite à la mise sur pied du Conseil d'Association UE-Maroc le 23 juillet 2007, a lancé au cours des réunions des 16 mai, 18 juillet et 17 septembre 2008 un processus lui permettant d'acquérir le niveau de « Statut avancé » en liaison avec la Commission de Bruxelles. Cette étape est l'antichambre précédant l'intégration à l'Union européenne. Ce processus concernera tous les pays de la rive Sud méditerranéenne.
58. http://www.securityconference.de/konferenzen/rede.php?menu_2005=&menu_konferenzen=&sprache=de&cid=123&
59. En raison de la volonté iranienne de se doter de l'arme nucléaire selon les dires des occidentaux, cette politique ne peut que hérissier les Etats-Unis, Israël et l'Union européenne. Par conséquent, l'Iran s'exclut d'office des projets présentés par les euro-atlantistes. Il y aura pour Téhéran un prix à payer. En fait, l'avenir politique et économique de la région est suspendu au bras de fer entre les Etats-Unis, l'Union européenne et Israël d'un côté (la Russie et la Chine ont des positions fluctuantes) et l'Iran de l'autre. L'intervention militaire de la Géorgie en Ossétie du Sud, le 7 août 2008, provoqua une réplique brutale de la Russie. Outre que beaucoup de choses se tramaient déjà chez les différents protagonistes, les intérêts dépassent largement la région du Caucase car l'Iran est géographiquement proche de cette zone hautement stratégique.
60. Rapport en anglais : *Europe, the mediterranean and the Middle East, strengthening responsibility for stability and development*, Discussion paper presented by the Bertelsmann Group for Policy Research and Center for Applied Policy Research, Munich: Felix Neugart, to the VII. Kronberg Talks, 17-19 January 2002. Organised by the Bertelsmann Foundation, Gütersloh, Christian-Peter Hanelt and Matthias Peitz. Les propos de Joschka Fischer du 7 février 2004 sont d'autant plus convaincants qu'il a participé aux « Discussions de Kronberg » de janvier 2002.
61. *Ibid.*, p. 2.
62. *Ibid.*, p. 6.
63. *Ibid.*, p. 16.
64. Dans un rapport intitulé *Sicherheitslage in der Golfregion um die regionalmächte Iran, Irak und Saudi-Arabien: Handlungsempfehlungen für die europäische Union und die internationale Gemeinschaft*, Diskussionspapier, Christian-Peter Hanelt und Almut Möller, Bertelsmann Stiftung, juillet 2007, les auteurs rappellent l'importance vitale du Golfe persique et la nécessité de voir émerger un bloc régional (marché commun) réunissant Bahreïn, le Qatar, le Koweït, Oman, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis.
65. C'est en juin 2008 que les pays du Golfe ont approuvé à Doha « le projet du traité portant création de leur union monétaire en prévision du lancement en 2010 de leur monnaie unique » in <http://www.leblogfinance.com/2008/06/pays-du-golfe-h.html#more> En ce qui concerne le Proche-Orient, les « Discussions de Kronberg » du 10 – 12 juillet 2003 tout en prônant l'instauration d'institutions régionales fortes incluant un mécanisme de solidarité financière vont encore plus loin puisqu'il est précisé : « *L'intégration régionale devrait garantir la liberté de mouvement, des biens et des services, du capital et des personnes à la recherche d'un emploi. Les frontières administratives et physiques de la région doivent*

- rapidement perdre de leur importance afin de créer de nouvelles perspectives et un espoir pour tous les habitants de la région (...) » in Die Zukunft der europäischen Politik im Nahen Osten nach dem Irak Krieg, Diskussionspapier der VIII. Kronberger Gespräche 10 – 12 Juli 2003, organisiert von der Bertelsmann Stiftung, Gütersloh, Christian-Peter Hanelt, pp. 17 et 18. On reconnaît le principe mondialiste de création de grands pôles économiques : Union européenne, Communauté Nord-américaine (mars 2005), Union asiatique (septembre 2006) et Communauté Sud-américaine des nations avec la « déclaration de Cuzco » en décembre 2004 transformée en « Union des nations d'Amérique du Sud » (UNASUR) le 23 mai 2008. Avec la naissance de ces blocs continentaux, les frontières s'estompent au profit de blocs politico-économique unifiés. L'idéologie nazie désignait ce concept par l'expression „ Grossraumwirtschaft“ (« Economie des grands espaces »).*
66. *Europe, the mediterranean and the Middle East, Strengthening responsibility for stability and development, op. cit.*, pp. 17-19. Ces affirmations révèlent la volonté de l'Occident d'imposer son système politico-philosophique au monde musulman. C'est un véritable combat idéologique qui commence entre deux mondes que tout oppose. Les Xè Discussions de Kronberg de 2006 ne s'y trompent pas. En raison des divergences sans cesse croissantes entre l'Europe d'un côté et l'Afrique du Nord et le Proche-Orient de l'autre, en particulier suite aux caricatures sur Mahomet publiées dans le journal danois *Jylands Posten* et qui ont enflammé le monde musulman, le rapport souligne le « gouffre culturel » (« *die kulturelle Kluft* ») entre l'Occident et l'Islam. Tout en refusant de souscrire pleinement aux théories d'Huntington (« *le choc des civilisations* »), le document souligne que « *La perception de différences insurmontables entre les civilisations est la plus grande menace* » pour l'Europe et le Proche-Orient in *Europa und der Nahe Osten – Neue Wege und Lösungen für alte Probleme und Herausforderungen ?* Diskussionspapier der X. Kronberger Gespräche, 14 – 15 Juli 2006, organisiert von der Bertelsmann Stiftung, Gütersloh, p. 34.
67. *Europa und der Nahe Osten, Perspektiven für Engagement und Zusammenarbeit*, Diskussionspapier der IX. Kronberger Gespräche, Bertelsmann Stiftung, 23-25 janvier 2005, p. 1.
68. http://www.konvent-fuer-deutschland.de/aktuelles/Journalisten_Symposium_2007/home.asp Dans ce discours, la chancelière Angela Merkel a rappelé aussi la nécessité de réussir une coopération économique transatlantique.
69. http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/SID-0A000F0A-8FDD1C0B/bst/hs.xml/nachrichten_84832.htm
70. *Die Zukunft sichern : Europas Agenda für eine friedliche Nachbarschaft*, Diskussionspapier – Überarbeitete Version, XI Kronberger Gespräche „ Europa und der Nahe Osten“, Bertelsmann Stiftung, 17 – 19 janvier 2008, p. 15.
71. Herald Tribune, 1^{er} mars 2004 et Pierre Hillard « La décomposition des nations européennes », aux Editions François-Xavier de Guibert, 2004, p. 119 et annexes 16 et 17.

